



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne**

**unité départementale du Finistère**

Quimper, le **06 OCT. 2022**

2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29334 QUIMPER CEDEX

[www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr](http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **NESTLE PURINA PETCARE FRANCE (SAS)**

ZI de Kergostiou  
3 rue Samuel Billette - BP 26  
29300 QUIMPERLE

Références : ENV-D-22. 0403

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement NESTLE PURINA PETCARE FRANCE (SAS) implanté ZI de Kergostiou 3 rue Samuel Billette - BP 26 29300 QUIMPERLE. L'inspection a été annoncée le 11/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite de l'inspection, visée en objet du présent rapport, s'est déroulée de la prise d'arrêtés préfectoraux relatifs à la sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NESTLE PURINA PETCARE FRANCE (SAS)
- ZI de Kergostiou 3 rue Samuel Billette - BP 26 29300 QUIMPERLE
- Code AIOT : 0005501217
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Nestlé Purina Petcare exploite une fabrique d'aliment pour animaux de compagnie à Quimperlé. Cette installation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 6 février 2002 portant autorisation d'exploiter, modifié par les arrêtés préfectoraux des 24 juin 2002, 31 octobre 2006, 27 novembre 2009, 2 mars 2011 et 01 décembre 2021.

**Le thème de visite retenu est le suivant :** consommation en eau – contrôle de conformité à l'arrêté préfectoral crise / sécheresse du 10 août 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                                                                                                   | Référence réglementaire                                                                   |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Consommation d'eau : Origine de l'eau du site                                                                                       | Arrêté Préfectoral du 02/03/2011, article 4.1.1.1                                         |
| 2  | Consommation d'eau : Valeurs limites de prélèvement                                                                                 | Arrêté Préfectoral du 02/03/2011, article 4.1.1.3                                         |
| 3  | Fréquence de relevé des prélèvements d'eau                                                                                          | Arrêté Préfectoral du 02/03/2011, article 9.2.1                                           |
| 4  | Disposition de l'arrêté cadre sécheresse (ACS) et de l'arrêté préfectoral plaçant le département du Finistère en situation de crise | Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, annexe 3 et arrêté préfectoral du 10/08/2022, article 3 |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'écart à la réglementation objet de l'inspection. L'exploitant a pris en compte la nécessité de limiter au maximum la consommation en eau.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Consommation d'eau : Origine de l'eau du site**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2011, article 4.1.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine de l'eau du site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement est alimenté en eau à partir du réseau public de la ville de Quimperlé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b> L'inspection des installations classées n'a pas constaté sur site la présence de prélèvement dans le milieu naturel. L'exploitant a déclaré que l'établissement est alimenté par le réseau public de la ville de Quimperlé, via deux compteurs dénommés « DRY » et « WET », correspondant aux deux bâtiments sur le site.<br>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a mis en place un schéma détaillant la consommation d'eau par équipement. Ce schéma montre une alimentation en eau uniquement par deux compteurs raccordés au réseau public de la ville. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 2 : Consommation d'eau : Valeurs limites de prélèvement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2011, article 4.1.1.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une étude technico-économique relative à la réduction de la consommation d'eau dans l'établissement sera réalisée dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, avec pour objectif de ramener sous trois ans cette consommation (hors lutte contre un incendie ou exercices de secours) au volume de 101 000 m <sup>3</sup> /an annoncé au dossier de demande d'autorisation.                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'une étude technico-économique relative à la réduction de la consommation d'eau a été réalisée en 2013 et est signalée dans le rapport de l'inspection réalisée le 22 juin 2017.<br><br>L'inspection des installations classées constate que le volume d'eau annuel consommé, indiqué dans le bilan fourni par l'exploitant, pour les années 2017 à 2021 incluses est compris entre 49 077 m <sup>3</sup> et 73 402 m <sup>3</sup> , respectant le seuil de 101 000 m <sup>3</sup> , soit au moins 27 598 m <sup>3</sup> d'économie. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 3 : Fréquence de relevé des prélèvements d'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/03/2011, article 9.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un dispositif de mesure totalisateur permet de connaître la consommation de l'usine en eau du réseau public.<br>Ce dispositif est relevé selon une fréquence hebdomadaire.<br>Les résultats sont portés sur un registre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate sur son site intranet dédié que l'exploitant dispose de compteurs connectés réalisant des relevés toutes les heures. Ce site permet la réalisation d'extractions pour obtenir des données sur la consommation en eau. Les résultats d'une extraction des données du compteur « DRY » entre le 01/08/2022 et le 17/08/2022 montrent le relevé du compteur toutes les heures. Celui du 17/08/2022 à 7h est de 304 097 m <sup>3</sup> .<br>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose d'un registre dans lequel sont consignées les consommations hebdomadaires, et que les consommations quotidiennes sont accessible sur le site internet de gestion de l'exploitant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 4 : Disposition arrêté cadre sécheresse (ACS)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b><br>Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, Annexe 3 et Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des restrictions imposées par l'ACS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, Annexe 3</u><br>Les industriels tiennent à jour le relevé hebdomadaire des prélèvements en milieu naturel et consommation sur les réseaux AEP.<br>Les mesures ci-dessous s'appliquent si aucune de 3 hypothèses suivantes n'est satisfaite :<br>- l'arrêté d'autorisation existant, ou de prescriptions spéciales comporte des prescriptions encadrant l'activité en période de sécheresse ;<br>Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits jusqu'au minimum possible (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité) ;<br>Ou - l'industriel met en œuvre son propre plan de d'action de réduction des consommations basé sur un diagnostic de moins de 5 ans sur son process.<br><br>(...) Crise : A minima, réduction de 25% de la consommation hebdomadaire moyenne interannuelle calculée sur les 5 dernières années, sur la période d'application des mesures de restriction, hors mesures de restriction, pouvant aller jusqu'à l'arrêt des prélèvements sur décision du préfet motivée par les usages AEP ou l'état du milieu naturel.<br><br><u>Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 3</u><br>Mesures provisoires de limitation et suspension des usages de l'eau<br>Les mesures provisoires de limitation et de suspension des usages de l'eau correspondent à la situation de crise, telles que définies dans l'annexe au présent arrêté.<br>Les mesures du présent arrêté concernent les eaux superficielles et les eaux souterraines. |

**Constats :**

Le bilan fourni par l'exploitant précise que la consommation moyenne est de 1190 m<sup>3</sup> par semaine calculé sur la base d'une année de fonctionnement. Une réduction de 25 % correspond à une consommation inférieure à 892 m<sup>3</sup> par semaine également calculé sur la base de la consommation annuelle. Les consommations indiquées par l'exploitant dans son bilan pour les semaines 27 à 32 sont inférieures à cette limite de 892 m<sup>3</sup>.

Toutefois, l'exploitant a précisé que la diminution de 25% est partiellement liée à une diminution de l'activité en période estivale (fermeture d'une ligne de production). A partir de la semaine 36, la 2<sup>ème</sup> ligne de production sera remise en fonctionnement et l'exploitant indique qu'il ne sera pas en mesure de garantir le respect de la valeur de 892 m<sup>3</sup> par semaine.

Concernant la réduction de la consommation en eau, l'exploitant a pris les dispositions suivantes :

1- en juin 2013, l'exploitant a réalisé une étude technico-économique de diminution des consommations d'eau. Cette étude montre que le poste le plus consommateur en eau est le traitement des fumées/air et propose une optimisation du fonctionnement pour diminuer la consommation eau eau. L'exploitant a indiqué qu'il a mis en oeuvre cette optimisation.

2- Par courrier du 15 décembre 2020, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen, dans le cadre de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à ses installations au titre de la rubrique 3642-3. Ce rapport évalue la conformité aux MTD et précise pour chaque item relatif à la consommation d'eau la conformité ou la non application. Il indique notamment que le système de management environnemental de l'exploitant a un objectif de réduction de la consommation en eau de 3,6% par tonne de matières produites. Cet objectif est dépassé, la réduction atteignant 6,4% par tonne de matières produites. Ces éléments confirment l'existence et l'effectivité d'un plan d'action propre fondé sur un diagnostic de moins de 5 ans.

3- Suite à l'arrêté sécheresse, l'exploitant a déclaré avoir mis en place des pratiques complémentaires telles que :

- des réunions quotidiennes relatives à la consommation d'eau et la prise de mesures complémentaires de réduction de la consommation (recherche et suppression de fuite, nettoyage à sec, communication interne),
- un suivi renforcé de la consommation en eau et son interprétation au moyen de graphes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet